

# Le profil du directeur juridique en constante mutation

LETTRE OPTION DROIT & AFFAIRES - 7 JANVIER 2015 - DELPHINE IWEINS

**Dans un marché de plus en plus concurrentiel et exigeant, le directeur juridique idéal, en plus d'être un juriste reconnu et compétent, doit disposer de bien d'autres qualités : un bon niveau d'anglais dû à des expériences internationales diverses, au moins une pratique managériale réussie, un parcours cohérent et une réelle capacité d'adaptation à un nouvel environnement.**

## Les avocats, nouveaux directeurs juridiques

En 2014, la passerelle entre le droit et l'entreprise s'est affinée. Les cabinets d'avocats sont devenus un véritable vivier, les sociétés étant en demande d'intégrer des avocats de formation ou des avocats en exercice dans leurs directions juridiques, non pas pour des expertises spécifiques, mais pour leurs qualités personnelles développées au travers de leur pratique. «Nous remarquons une forte tendance des directions juridiques à recruter des avocats d'affaires de plus en plus seniors et spécialisés notamment en M&A, droit boursier, finance, concurrence, fiscalité, social, I.T.», confirme Frédéric d'Antin, fondateur du cabinet D'Antin Conseil. D'ailleurs nombreux sont les avocats seniors, voyant l'association s'éloigner pour diverses raisons, qui décident de tenter l'aventure de l'entreprise. Cependant, tout n'est pas aussi simple. «Un contexte de restructuration et de changements plus fréquents dans le monde de l'entreprise a créé une demande constante de la part de profils seniors en recherche active de poste, qui postulent parfois pour des opportunités requérant un niveau d'expérience bien plus faible que le leur», prévient Amaury de La Laurencie, fondateur du cabinet de recrutement La Laurencie Conseil. Le tournant doit, en effet, être pris à temps, souvent après cinq à sept ans d'expériences en cabinet, afin de correspondre le mieux possible au marché. De plus, posséder le titre ou une formation d'avocat ne suffit pas. Ainsi les cabinets de recrutement, sur demande de leurs clients, privilégient un double cursus droit-LLM ou droit-école de commerce, le tout complété par une école de management ou un MBA. Enfin, un profil international est de rigueur, ainsi qu'une aptitude à comprendre les affaires sur le modèle anglo-saxon. «Les PDG recherchent de plus en plus des directeurs juridiques qui ressemblent à des general counsels à l'américaine», confirme Emeric Lepoutre du cabinet Eric Salmon & Partners.

## **Le directeur juridique, plus qu'un simple expert en droit**

Selon Frédéric d'Antin, il se dessine clairement sur le marché une «tendance de plus en plus affirmée par les directions générales des grands groupes à intégrer la fonction juridique au plus haut niveau de l'organisation avec des profils de directeurs juridiques "business partners" capables de bien appréhender la stratégie et les enjeux opérationnels». Au-delà d'un expert généraliste du droit, il est attendu du directeur juridique qu'il apporte une vision stratégique de l'entreprise. Ces responsables se voient désormais impliqués directement au cœur du business de leur société. Compliance, management, les attributions du poste se modifient en profondeur. «Le directeur juridique doit être capable d'apporter aux organes de gouvernance un soutien constant et une expertise d'ensemble propre à appréhender les projets stratégiques de manière globale. Le monde des affaires étant de plus en plus réglementé et soumis à la sanction, il est devenu impératif que les directeurs juridiques puissent gérer les risques de manière globale», constate Sophie Thorat-Gouvernaire, du cabinet CTPartners. Même lorsque la compliance ne fait pas partie des attributions du directeur juridique, les organes dirigeants sont sensibles à la nécessité de créer cette fonction afin de préserver l'intégrité de la société. Souvent à la tête d'une équipe de juristes, ce responsable doit aussi faire preuve de qualités managériales, qui ne s'acquièrent que sur le terrain. Une véritable évolution des activités du directeur juridique, qui a entraîné du même coup un changement des profils recherchés. Au vu de la diversité et de la complexité de ces fonctions initiales, le directeur juridique se voit souvent en plus attribuer un mandat d'administrateur d'une ou plusieurs filiales du groupe qui l'emploie.